



OPERATION : I033 - 12 - QUADRILATERE DES ARCHIVE - HÔTEL DE ROHAN

REGLEMENT de la CONSULTATION

- R.C. -

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE OUVERT

Objet : MISE-EN-ŒUVRE D'UNE PLATEFORME PMR ENTRE LE GRAND SALON ET LE SALON ROHAN

**LOT A : Gros-œuvre
LOT 2 : Plateforme élévatrice
LOT 3 : Menuiserie**

Remise des offres fixée au **19 mai à 17h.**

SOMMAIRE

| | |
|--|-----------|
| ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION | 3 |
| ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION | 3 |
| 2.1 - MODE DE LA CONSULTATION | 3 |
| 2.2 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS | 4 |
| 2.3 - COMPLEMENTS AU C.C.T.P. | 4 |
| 2.4 - VARIANTES | 4 |
| 2.5 - DELAIS D'EXECUTION | 4 |
| 2.6 - MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION | 4 |
| 2.7 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES | 4 |
| 2.8 CLAUSE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE | 4 |
| ARTICLE 3 - COMPOSITION DU D.C.E ET PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES | 4 |
| 3.1 - COMPOSITION ET MISE A DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES | 4 |
| 3.2 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES: | 5 |
| ARTICLE 4 - JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES | 8 |
| 4.1 CRITÈRES DE JUGEMENT | 8 |
| 4.2 - UNITE MONETAIRE ET MODALITES DE REGLEMENT | 10 |
| 4.3 NEGOCIATIONS | 10 |
| ARTICLE 5 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES | 10 |
| ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES | 12 |
| 6.1 RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE | 12 |
| 6.2 VISITE DES LIEUX | 12 |

REGLEMENT de la CONSULTATION

PREAMBULE

Pour cette consultation, les candidats doivent obligatoirement transmettre leur offre sous la forme dématérialisée (et non plus par voie papier) uniquement sur le profil acheteur PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Une copie de sauvegarde présentée sur support physique électronique (CD-Rom ou clé USB ou support papier) peut être envoyée dans les mêmes délais par voie postale ou remise contre récépissé en main propre.

Les candidats doivent s'assurer de répondre aux prérequis techniques de la plateforme de dématérialisation PLACE.

Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur pli ou de contacter le support technique de la plateforme de dématérialisation de l'OPPIC, en « dernière minute ». Les envois seront faits sous la seule responsabilité de l'expéditeur jusqu'à réception et enregistrement par le service destinataire.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

Les stipulations du présent règlement sont relatives aux travaux principaux à effectuer dans le cadre du remontage des décors de la Chancellerie d'Orléans dans l'hôtel de Rohan pour l'ouverture au public du musée des Décors. Les travaux concernant cette opération ont été livrés en 2022.

La présente consultation consiste à la mise en place d'une plateforme située entre le grand salon et le salon de Rohan répondant aux normes en vigueur, notamment d'un point de vue accessibilité.

Ces prestations sont décomposées comme suit :

- Lot 1 – Gros œuvre
- Lot 2 – Plateforme élévatrice
- Lot 3 - Menuiserie

Le musée sera ouvert au public en septembre 2025. Il est ouvert actuellement à des visites privées, il faut considérer que les travaux de la présente consultation sont à réaliser en milieu occupés. Les décors présents dans le salon de Rohan sont classés au titre de monument historique. Les travaux ne doivent en aucun cas être invasifs et détériorer ces Décors ainsi que les autres pièces du musée.

Ces prestations sont traitées en lots séparés.

Les candidats peuvent candidater à un seul lot. Les groupements ne sont pas autorisés. Ils ne sont autorisés à présenter qu'une seule candidature et offre par lot pour le présent marché en qualité de candidat individuel, sous peine de rejet de leur candidature.

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 - MODE DE LA CONSULTATION

La présente consultation est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1, R. 2123-4 à R. 2123-6 du Code de la commande publique.

2.2 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS

2.2.1 - Décomposition en tranches

Sans objet

2.2.2 - Décomposition en lots

- **Lot 1 – Gros œuvre**
- **Lot 2 – Ascenseur Elévateur**
- **Lot 3 – Menuiserie**

2.3 - COMPLEMENTS AU C.C.T.P.

Les candidats n'ont pas à apporter de compléments au Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

2.4 - VARIANTES

Variantes imposées par le représentant du pouvoir adjudicateur :

Sans objet.

Variantes libres à l'initiative du candidat :

Les variantes libres ne sont pas autorisées.

2.5 - DELAIS D'EXECUTION

Les stipulations relatives aux délais d'exécution sont fixées dans l'acte d'engagement, et ne peuvent en aucun cas être changées.

2.6 - MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

La personne publique se réserve le droit d'apporter au plus tard **6** jours ouvrés avant la date limite fixée pour la réception des offres des modifications au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.7 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à l'article 1 de l'acte d'engagement.

2.8 CLAUSE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Sans objet.

ARTICLE 3 - COMPOSITION DU D.C.E ET PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

3.1 – COMPOSITION ET MISE A DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Le DCE se compose des pièces suivantes :

- **Le présent règlement de la consultation**

- **L'Acte d'Engagement Cahier des Clauses Particulières (A.E.C.C.P.) et ses annexes**

Annexe 1. Demande d'acceptation du ou des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement du ou des contrat(s) de sous-traitance

Annexe 2. Programme des travaux

Annexe 2bis. Calendrier prévisionnel d'exécution des études et des travaux

Annexe 3. Organigramme et composition de l'équipe chargée de la mission

Annexe 4. Procédure de permis feu

Annexe 4bis. Permis feu

Annexe 4ter. Plan de Prévention

Annexe 5. Charte chantier à faible nuisance

Annexe 5bis. Modalité d'accès au site y compris livraison sur la Plateforme Trafman

Annexe 5ter. Formulaire de demande de badges

Annexe 6. Système informatique de gestion financière des marchés de travaux (EDIFLEX)

- **Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) commun à tous les lots et ses annexes**

Annexe 1. Pièces graphiques architecture

Annexe 2. Notice de sécurité incendie PC40

- **Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)**

Dans le cas d'un dossier d'un poids inférieur à 4 giga, indiquer :

Le dossier de consultation des entreprises est mis gratuitement à disposition de chaque candidat

en téléchargement depuis la plate-forme de dématérialisation de l'OPPIC :

<https://www.marches-publics.gouv.fr> Le téléchargement du dossier pourra se faire librement sans inscription préalable sur la plate-forme. Une assistance en ligne y est accessible.

Toutefois, l'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en l'absence d'inscription auprès de la plate-forme, ils ne seront pas automatiquement informés des éventuelles modifications et compléments apportés au dossier.

Dans le cas d'un dossier d'un poids supérieur à 4 giga, indiquer :

Le dossier de consultation des entreprises est mis gratuitement à disposition de chaque candidat en téléchargement depuis la plateforme de dématérialisation Double Trade (DTS).

3.2 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES :

Les candidats ont à produire un dossier comprenant une candidature et une offre. Elles seront entièrement rédigées en langue française.

3.2.1 Dossier de candidature - Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles, en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public
- Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Le candidat présentera des références de chantier d'importance comparable dans des bâtiments anciens au cours des 5 dernières années accompagnées d'attestations. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ; une attention particulière sera portée sur les références en bâtiment ancien.
- Indication des titres d'études et professionnels du candidat
- Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.
 - o Qualifications pour le lot n°1 : Qualibat 2194 Restauration pierre de taille et maçonnerie des monuments historiques
 - o Qualifications pour le lot n°2 : sur référence équivalentes de plateforme sur-mesure
 - o Qualifications pour le lot n°3 : Qualibat 4393 Restauration des menuiseries des monuments historiques
- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declarationdu-candidat>);
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declarationdu-candidat>); (dont renseignements relatifs à la capacité économique et financière du candidat)

S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ;

Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Par ailleurs, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un **DUME** (document unique de marché européen) électronique, établi conformément au modèle fixé par le [règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type](#) (en lieu et place des documents mentionnés au 3.2.1).

Le DUME électronique peut être rempli sur le lien suivant : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>
Le DUME doit être rédigé en français.

Avertissement

Le marché ne pourra être attribué au titulaire provisoire que lorsque celui-ci aura produit à l'acheteur les documents administratifs ci-après (s'il ne les a pas déjà fournis à l'appui de sa candidature), dans un délai de 10 jours francs à compter de la date de la demande de l'acheteur :

- une attestation conforme aux exigences et conditions fixées par le CCAP (article assurances) ;
- afin de démontrer qu'il ne rentre pas dans les interdictions de soumissionner obligatoires et générales listées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du Code de la commande publique, les documents prévus aux articles R. 2143-5 à R. 2143-10 et R. 2143-16 du Code de la commande publique.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

3.2.2 Projet de marché

- Un **Acte d'Engagement Cahier des Clauses Particulières (A.E.C.C.P.) et ses annexes** cadre ci-joint à compléter.

Seul l'attributaire du marché devra signer son acte d'engagement.

Pour les sous-traitants désignés au marché, le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 19 de l'A.E.C.C.P., ils doivent le préciser à l'article 19 de l'A.E.C.C.P.

- La **décomposition du prix global et forfaitaire** en suivant le cadre imposé,

Le cadre de la décomposition du prix global et forfaitaire n'est donné qu'à titre indicatif en ce qui concerne la définition des quantités. Les candidats devront effectuer toutes les vérifications et apporter les compléments qu'ils jugeront nécessaires à ce cadre. Le ou les prix proposés devront comporter tout ce qui concerne le complet achèvement des prestations. En cas de remise d'offre par un groupement, la DPGF devra faire apparaître le montant des prestations membre par membre.

Les candidats devront effectuer toutes les vérifications et apporter les compléments qu'ils jugeront nécessaires à ce cadre. Le ou les prix proposés devront comporter tout ce qui concerne le complet achèvement des prestations.

• **Méthodologie pour mener à bien le chantier notamment au regard des objectifs :**

- De qualité (qualité de réalisation)
- D'organisation de chantier (gestion des liens avec les autres corps d'état / protection des ouvrages / intervention à l'intérieur du bâtiment existant...)
- Mesures prises pour répondre aux objectifs de réduction de nuisances de chantier (poussières, traitement des déchets, accès circulation ...)
- De délai (préparation de chantier, respect des délais, communication sur le chantier)
- Calendrier des travaux : moyens mis en oeuvre pour respecter les délais du calendrier des travaux et d'entretien, pour un déroulement normal du chantier et pour rattrapage en cas de retard.
- Qualité technique des matériaux proposés : qualité technique et justificatif de conformité des matériaux que l'entreprise propose dans son offre (marques, références) en réponse aux demandes de CCTP.
- Démarches de l'entreprise pour la gestion des déchets du chantier
- Organisation fonctionnelle du chantier (uniquement lot 1) :
- Prise en compte des contraintes relatives aux travaux en site contraint et occupé : gestion des flux, gestion des approvisionnements, réduction du bruit et des poussières...
- Gestion des accès de chantier et des zones de stockage, installations de chantier pressenties.

La remise de ce mémoire est obligatoire. L'offre sera déclarée non conforme en cas d'absence de remise du mémoire.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que les informations contenues dans le mémoire constitueront le principal élément d'analyse de la valeur technique des offres dans les conditions fixées à l'article 4.1.2 du présent Règlement de la Consultation.

- Attestation de visite (*obligatoire*).

La visite du site est obligatoire sous peine de rejet de l'offre. Les modalités des visites sont indiquées à l'article 6.2 du présent RC. Un registre des visites sera tenu en lieu et place d'une attestation de visite.

ARTICLE 4 - JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

4.1 CRITÈRES DE JUGEMENT

4.1.1- Critère de jugement des candidatures

Sur la base des justifications remises, la liste des candidats déclarés recevables sera établie en tenant compte de la pertinence des références ainsi que des garanties professionnelles et financières présentées.

Régularisation des candidatures :

En cas de pièces de la candidature absentes ou incomplètes, la personne publique pourra demander aux candidats concernés de régulariser leurs dossiers de candidatures, en application de l'article R. 2144-2 du

Code de la commande publique. Cette régularisation des candidatures sera effectuée dans un délai approprié fixé par la personne publique.

Or, si à l'issue du délai imparti pour régulariser leurs dossiers de candidature, les opérateurs économiques n'ont toujours pas produit les documents demandés, ou si la personne publique décide de ne pas demander la régularisation des candidatures, celles-ci seront déclarées irrecevables et éliminées.

4.1.2 – Critères de jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions suivantes :

Concernant les critères permettant de juger de l'offre économiquement la plus avantageuse, il sera tenu compte des critères suivants énoncés ci-dessous avec leur pondération.

1 – le prix noté sur 40

a) Sous critère noté sur 40 : prix global

L'offre financière conforme la plus basse se verra affecter la note maximale. Les offres suivantes seront pondérées selon cette formule : $35 \times (\text{offre de l'entreprise moins disante} / \text{offre de l'entreprise analysée})$

| | |
|---|---------------|
| Le prix global | Sur 40 points |
| L'offre financière conforme la plus basse se verra affecter la note maximale. Les autres propositions seront notées par rapport à cette offre selon la forme suivante : | |
| Note = $35 \times [\text{offre l'entreprise moins disante} / \text{offre de l'entreprise analysée}]$ | |

2- La valeur technique notée sur 60 - selon mémoire technique du candidat

a) - 1^{er} sous critère noté sur 20 : *Méthodologie pour mener à bien le chantier*

b) - 2^{ème} sous-critère noté sur 40 : *Qualité technique des matériaux proposés*

| | |
|--|---------------|
| Méthodologie pour mener à bien le chantier, au regard du point 2 du mémoire méthodologique | Sur 20 points |
| Qualité technique des matériaux proposés, au regard du point 6 du mémoire méthodologique | Sur 40 points |

Afin qu'une notation homogène des candidats soit possible, les éléments correspondant aux critères et sous critères devront être intégrés dans le cadre de mémoire méthodologique proposé.

Variantes libres à l'initiative du candidat

Les variantes classiques à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

Classement final

L'offre économiquement la plus avantageuse sera déterminée par comparaison des notes finales résultant des notes attribuées à la valeur technique et au prix pondérés des coefficients indiqués.

Examen des offres :

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur l'acte d'engagement prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et les autres montants seront rectifiés en conséquence.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seront constatées dans la décomposition du prix global et forfaitaire, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix ; en cas de refus, son offre sera éliminée car non cohérente.

Régularisation des offres :

En vertu de l'article R. 2152-2 du Code de la commande publique, et dans le cas où des négociations ne sont pas menées avec les candidats, la personne publique se réserve la possibilité d'autoriser les candidats à régulariser leurs offres irrégulières dans un délai approprié, dans le cas où les offres n'ont pas été jugées comme anormalement basses.

Lorsqu'elle use de cette faculté, la régularisation des offres n'a pas pour effet de modifier substantiellement les caractéristiques des offres.

A défaut, les offres irrégulières, inappropriées et inacceptables sont éliminées.

4.2 - UNITE MONETAIRE ET MODALITES DE REGLEMENT

Les candidats sont informés que la personne publique souhaite conclure le marché en EURO.

Les modalités de règlement sont définies à l'article 11 du C.C.A.P.

4.3 NEGOCIATIONS

En application de l'article R. 2123-5 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

Après examen des offres, des négociations avec les candidats pourront avoir lieu. Elles seront conduites dans de strictes conditions d'égalité. Les négociations pourront avoir pour objet de permettre aux candidats ayant remis des offres irrégulières ou inacceptables de les rendre régulières ou acceptables, dans le cas où ces offres n'ont pas été considérées comme anormalement basses.

Les candidats pourront être invités par le représentant du pouvoir adjudicateur à préciser, compléter ou modifier leur offre, sans pour autant qu'il soit porté de modifications substantielles au cahier des charges. Au terme de ces négociations, le représentant du pouvoir adjudicateur désigne un attributaire à titre provisoire. Le marché ne pourra être attribué définitivement au candidat s'il ne produit pas dans le délai imparti à l'article 3.2.1 (« Avertissement ») les documents visés à ce même article.

ARTICLE 5 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidatures et offres seront obligatoirement remises par voie électronique sur la plateforme du profil acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Une assistance en ligne y est accessible.

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-avant ne seront pas retenus.

Prérequis : les candidats doivent s'assurer de répondre aux prérequis techniques de la plateforme de dématérialisation susmentionnée.

Le dépôt du pli électronique de réponse à la présente consultation n'est possible que si le candidat s'est inscrit sur la plateforme de l'OPPIC (profil acheteur PLACE), après avoir créé un compte entreprise (renseignements demandés : notamment SIRET, mail, entreprise...).
Ce compte pourra servir pour toutes les phases d'échanges avec les candidats.

Les formats de fichiers préconisés sont les suivants : .doc / .rtf / .pdf / .xls ou tableur / image : JPEG ou TIFF CCIT groupe IV (format volumineux).

Ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe", les formats vidéo ;
- Ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros" ;
- Faire en sorte que l'offre ne soit pas trop volumineuse (préconisations : < 4 gigas octets) ;

L'administration se réserve le droit de convertir les formats dans lesquels ont été encodés les fichiers, afin d'assurer leur lisibilité.

Tous les fichiers envoyés devront être traités préalablement à l'anti-virus, à charge de l'entreprise candidate. Les offres contenant des virus feront l'objet d'un archivage de sécurité par l'acheteur. Ces offres seront donc réputées n'avoir jamais été reçues et les candidats en seront informés dans les plus brefs délais.

Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur pli ou de contacter le support technique de la plateforme de dématérialisation de l'OPPIC, en « dernière minute ».

Les envois seront faits sous la seule responsabilité de l'expéditeur jusqu'à réception et enregistrement par le service destinataire.

En complément de l'offre sur la plateforme PLACE, les candidats pourront éventuellement transmettre une copie de sauvegarde comme mentionné au préambule dans les mêmes délais que la remise de l'offre. L'enveloppe intérieure contiendra une copie de sauvegarde et indiquera le nom du candidat et le nom de l'opération.

L'enveloppe extérieure portera **impérativement** la mention :

DECORS – Quadrilatère des Archives
MAPA ouvert – Copie de sauvegarde
N° du lot

NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE COURRIER »

OPPIC
Département des marchés et des affaires juridiques
30 rue du château des rentiers
CS 61336
75647 Paris cedex 13.

Ou remis contre récépissé à la même adresse, bureau 358 3^{ème} étage de 9h30 à 12h30 et de 14h30 à 17h 30 du lundi au jeudi et de 9h30 à 12h30 et de 14h30 à 16 heures le vendredi.

L'expéditeur devra tenir compte des délais postaux, la personne publique ne pouvant être tenue pour responsable des problèmes d'acheminement du courrier.

Les envois seront faits sous la seule responsabilité de l'expéditeur jusqu'à réception et enregistrement par le service destinataire.

ATTENTION :

L'attributaire pressenti devra signer électroniquement son offre. L'OPPIC utilise le parapheur électronique LEGALBOX. Ce parapheur permettra à l'attributaire pressenti de signer électroniquement l'acte d'engagement du marché, via le parapheur électronique.

Chaque candidat doit donc remplir attentivement l'acte d'engagement :

Il convient d'indiquer le **courriel du représentant légal de la société soumissionnaire (personne physique habilitée juridiquement à signer le contrat)** car c'est ce courriel qui sera utilisé par l'OPPIC pour transmettre le **parapheur électronique** du marché, en vue de la signature de l'acte d'engagement par l'attributaire.

La notification du marché au titulaire se fera par le profil acheteur de l'OPPIC, la plateforme PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le titulaire recevra un lien actif/hypertexte lui permettant d'accuser réception du message de notification de son marché sur la plateforme PLACE. Il sera invité à cliquer sur ce lien pour que la plateforme prenne en compte la notification.

ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

6.1 RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

Pour obtenir des renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient utiles lors de leur étude, les candidats devront faire parvenir, au plus tard 2 jours ouvrés avant les date et heure limites, une demande via la plateforme de l'OPPIC (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

Les renseignements complémentaires portant sur le cahier des charges seront communiqués par le représentant du pouvoir adjudicateur, via la plateforme de l'OPPIC (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) 4 jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres.

6.2 VISITE DES LIEUX

La visite des lieux est obligatoire sous peine de rejet de l'offre pour irrégularité.
Un registre des visites sera à signer sur place.

Une visite a lieu :

Le lundi 12 mai 2025 à 14h.

Le lieu de rendez-vous est fixé devant l'entrée principale du Quadrilatère des Archives, au 60 rue des Franc-Bourgeois, 75003 PARIS.

Le nombre de participants par candidat est limité à 3.

L'inscription à la visite est obligatoire, jusqu'à 24h en amont de la date fixée, précisant l'entreprise, la qualité et le nom des participants via les adresses courriel suivantes :

- Jean Musseau : j.musseau@oppic.fr
- Annabelle Cousin : a.cousin@oppic.fr
- Clara Marchand : c.marchand@oppic.fr

Le port des EPI est obligatoire.
Se munir d'une pièce d'identité.